



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 21 août 2018

À PROPOS DE LA RENTRÉE SOCIALE

Quels mauvais coups nous prépare Macron et son gouvernement pour la rentrée de septembre ? Voilà la question que tous les travailleurs doivent se poser à l'occasion de la reprise de l'activité gouvernementale en cette fin du mois d'août.

Plusieurs projets sont sur la table de l'exécutif :

Le plan « pauvreté » : le gouvernement affiche son intention de s'attaquer à ce fléau qui touche 14 % de la population française. La question est : a-t-il l'intention de prendre des mesures pour s'attaquer aux causes de la pauvreté : les licenciements, le travail précaire, le travail à temps partiel, la spéculation foncière et immobilière génératrice de loyers excessifs ?

Certes non, car Macron et son gouvernement ont dès leur prise de fonction justement légiféré dans le sens contraire : ils ont donné toute liberté aux patrons pour licencier et à moindre coût. Ils ont aussi décidé de supprimer les emplois aidés. Ils ont donc contribué à la remontée du chômage dans le pays !

Ont-ils pris des mesures pour geler les loyers ? Non ils les ont laissé filer ! Ils ont même trouvé le moyen de baisser les APL de 5 euros. Ils sont donc responsable de l'appauvrissement de la classe ouvrière.

L'assurance chômage : le gouvernement annonce des mesures contre les patrons abusant de l'emploi des contrats courts. Mais comme il se couche dès que les patrons lèvent le ton, on sait très bien qu'il ne prendra aucune mesure contre eux dans ce domaine.

Par contre il faut s'attendre à ce qu'il s'en prenne aux chômeurs en mettant la pression sur les chômeurs de longue durée accusés de « s'installer dans le chômage » et de refuser les « offres raisonnables d'emplois » ! Et là on peut compter sur lui pour réduire les indemnités des chômeurs qui ne rempliraient pas ces nouvelles obligations et n'accepteraient pas n'importe quel emploi !

La Santé : Le gouvernement dit avoir pris la mesure du problème rencontré par les personnels soignants qui sont pour la plupart au bord du burn-out quand ils n'y sont pas déjà... mais sa politique consiste hypocritement à « faire mieux avec moins de moyens ». On ne peut que s'attendre au pire, car le gouvernement a déclaré ces derniers jours maintenir son objectif de supprimer 120 000 postes dans les services d'État et publics. La Santé sera donc impactée. Les économies auxquelles il faut s'attendre se feront par des baisses d'effectifs, mais aussi par un recours accru à l'hospitalisation à domicile ou ambulatoire. Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, n'y a pas été par quatre chemins et a déclaré qu'elle « n'excluait pas que cela puisse entraîner la fermeture de services hospitaliers de proximité ». Tout un programme !

La Fonction publique :

en sus des coupes claires dans les effectifs, le gouvernement veut en finir avec l'emploi à vie. Il veut instaurer des contrats de mission, des contrats qui ne dureraient pas plus de six ans. Bonjour la qualité du service public et bonjour le chômage pour les nouveaux fonctionnaires en fin de mission !

Enfin les retraites :

Macron nous a « rassurés », il ne touchera pas à l'âge de départ à la retraite. C'est juré ! Non, il a juste l'intention d'instaurer un système « universel » qui consistera à ramener toutes les retraites vers le bas ! Et puis son haut commissaire chargé de la réforme des retraites prévue pour 2019 a déclaré que le gouvernement n'avait

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

pas l'intention de supprimer les pensions de réversion (4,5 millions de retraités concernés, à 80 % des femmes), mais qu' « elles pourraient augmenter pour certains et baisser pour d'autres ». Après 5 années de gel de leurs pensions, les retraités ont du soucis à se faire pour leur avenir !

Aux attaques passées vont donc succéder de nouvelles agressions contre le niveau de vie des travailleurs, des chômeurs et des retraités. Macron comme ses prédécesseurs entend réduire la part qui nous revient dans la production de richesses pour permettre aux capitalistes, aux spéculateurs, aux gros propriétaires de gonfler encore leur magot.

Le rôle des militants de la CGTR est de dire la vérité aux travailleurs et de les préparer à la lutte collective qui les sortira de ce mauvais pas. Patrons et gouvernement ne connaissent qu'un seul langage : le rapport de forces. Construisons-le !

CHU-GHER : LE GOUVERNEMENT ET L'ARS NE VEULENT PLUS DE L'INDEXATION !

Le 16 août nos camarades de la CGTR Santé du GHER ont adressé une lettre « aux salariés, aux tutelles et aux directions ».

Ils y expriment leur point de vue sur la suppression de l'indexation sur les primes et sur la proposition de compensation de l'ARS et du gouvernement.

Pour nos camarades, le compte n'y est pas !

En effet, selon l'ARS « le maintien du pouvoir d'achat des salariés sera garanti par la mise en place d'une prime compensatrice et dégressive dans le temps dont le calcul sera établi selon une période de référence », autrement dit : plus on monte d'échelon, plus l'indexation sur les primes baisse jusqu'à l'extinction de celle-ci !

La CGTR Santé constate que non seulement les agents hospitaliers auto-financent le maintien (en partie) de leur pouvoir d'achat mais qu'en plus cette compensation ne se fait pas à l'euro près !

De plus, l'ARS reste muette sur des questions importantes :

Quelles sont les primes qui sont concernées ? Quel est le calendrier de dégressivité ? Que signifie « période de référence » ? Quel est le devenir des nouveaux arrivants ? Des contractuels ?

En juin dernier, les salariés du CHU et GHER avaient manifesté contre la décision du gouvernement de supprimer cette indexation. Il serait bon qu'ils reviennent à la charge pour obliger le gouvernement et l'ARS à ne pas toucher à leurs salaires !

PANNES À L'USINE DE BOIS ROUGE : LES OUVRIERS RISQUES D'ÊTRE PÉNALISÉS

La campagne sucrière a démarré dans l'est avec des pannes successives à l'usine sucrière de Bois Rouge.

La presse, les syndicats des planteurs ont mis en avant les conséquences fâcheuses pour ces derniers, mais personne ne s'est soucié des répercussions sur le pouvoir d'achat des travailleurs de l'usine. Pourtant celles-ci sont bien réelles.

En effet, les ouvriers risquent une diminution de leur prime de fin d'année qui est calculée entre autres paramètres, sur le temps de travail effectif.

Que va annoncer la direction de l'usine aux ouvriers en fin d'année ?

L'an dernier, elle avait menacé les travailleurs de l'usine de baisser leur prime de rendement par rapport à celle versée en 2016.

Les ouvriers appuyés par nos camarades de la CGTR avaient réussi à faire reculer la direction en l'obligeant à revoir ses calculs.

Si cette année elle remet cela sur le tapis, elle pourrait récolter à nouveau la colère des travailleurs de l'usine !

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'union régionale est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68